Un jour, le bûcheron et sa femme n'eurent plus les moyens de nourrir leurs sept garçons. Alors que les enfants dormaient, ils décidèrent, la mort dans l'âme, de les perdre dans le grand bois. Dès le petit matin suivant... Edito de Nico Cué, 16/05/2013

La formation du gouvernement Di Rupo a démarré comme un conte de Perrault. Le Premier ministre rêva de sauver la Belgique du séparatisme flamand en sacrifiant... sa population ! Pour faire bon ordre, il commença par les plus faibles : chômeurs, producteurs sans salaires, les femmes et les plus jeunes d'abord. Vint le tour des travailleurs âgés. Puis ce fut le blocage des salaires, la manipulation de l'index, l'asphyxie des services publics... Et ceci n'était qu'un début, il continue les dégâts : bientôt une réforme des pensions, l'amnésie fiscale pour les puissants, diamantaires ou fraudeurs... Malgré cela toujours pas d'amélioration en vue ? Non, à cause de cela !

Et l'ogre Dexia qui a encore faim...

Comme aux frères du « Petit Poucet », on nous raconte des histoires. On nous endort. On nous balade.

Les « petites mains du système » veulent nous persuader que la pire crise du capitalisme pourrait se régler en deux coups de « potions magiques » : austérité, perlimpinpin et quelques formules alambiquées.

Pour s'y retrouver, quelques « blancs cailloux » peuvent servir de repères.

D'abord, à quoi sert l'économie ? Le père des théories libérales, Adam Smith, répondait dans « La richesse des nations » qu'elle a deux objets : le premier est « procurer au peuple un revenu ou une subsistance abondante (...) ; le second, fournir à l'État ou à la Communauté un revenu suffisant pour le service public. »

Là, le compte n'y est plus. Ni pour les gens. Ni pour les pouvoir publics.

Cette crise est donc une escroquerie économique. Les gouvernements sont coupables. La droite a dérégulé les marchés financiers, mondialisé le « libre-échange », organisé la primauté de l'intérêt des actionnaires dans l'organisation des entreprises... Les hommes politiques acceptent toujours sans broncher le recul de la part des salaires, « une des pièces maîtresses (...) d'un régime de croissance myope, écologiquement suicidaire, structurellement déséquilibré et inefficace, incapable de résoudre ses contradictions internes autrement que dans une fuite en avant dans le surendettement privé d'abord, puis en zone euro et dans un second temps dans une frénésie « austéritaire » et antisociale régressive, sans perspectives positives pour les nouvelles générations condamnées au chômage, aux petits boulots sous-payés ou à l'émigration », écrit Réginald Savage. **(1)**

S'allonge aujourd'hui la liste des économistes de renom en rupture avec les théories dominantes de la domination libérale. Quelques erreurs dans les calculs du FMI plus loin, après l'un ou l'autre bug informatique à Harvard, même certains responsables de droite commencent à douter des remèdes de cheval : la faillite des politiques d'austérité se traduit par une croissance « zéro », une récession.

Pas Merkel ; elle, elle ne plie pas. Chez nous, les discours socialistes prennent le virage à gauche traditionnellement annonciateur des campagnes électorales. Cette rhétorique nouvelle ne change rien. Charles Michel, chancelier au MR, ne cesse de présenter l'accord de gouvernement comme une « loi d'airain ». Ce texte nous mène dans le mur mais c'est « le texte ». Et on y va, droit dans le mur ! Et même plus vite que ça !

La ministre de l'Emploi met ainsi en discussion de nouvelles rétorsions retardant encore l'accès aux chômages des jeunes (pour économiser 60 millions et pour satisfaire l'appétit de la droite flamande)... Comme dans l'histoire qu'on raconte aux enfants, en sacrifiant la jeunesse, c'est l'avenir qu'on assassine !

La FGTB a défini cinq points de rupture aujourd'hui dépassés et, en Wallonie et à Bruxelles, elle occupe la rue depuis mars... Elle n'est pas entendue. Elle doit parler plus fort.

L'exercice budgétaire de cet été aggravera encore les conditions de vie des producteurs, avec ou sans salaire, du public, du privé, ouvriers, employés...

L'heure est à la riposte. Elle doit être à la hauteur des agressions. Quoi d'autre que la grève générale ?

L'heure est aussi à la constitution de nouveaux fronts de résistance avec les agriculteurs, avec les artistes, avec les intellectuels avec l'ensemble des citoyens qui comprennent la profondeur de la forêt où le pouvoir veut nous perdre et qui n'ont pas renoncé à être « acteurs des temps présents »

Nico Cué, Secrétaire général

(1) « Salaire et compétitivité Pour un vrai débat... », Réginald Savage et Michel Husson, les petits dossiers de l'autre économie, Couleur livre, Econosphères, Gresea, 2013.

Source : www.metallos.be